

Si le moment d'un compromis est peut-être encore éloigné et ne se précisera qu'après que l'application du plan Marshall aura été mise à l'épreuve, et que la bureaucratie soviétique se soit efforcée de consolider sa zone d'influence en Europe, il n'est pas, par contre, exclu d'assister d'ici là à des tentatives de trêves qui prépareront le climat du compromis. Car il apparaît de plus en plus clair qu'aucun des deux adversaires mondiaux n'est disposé, à l'heure actuelle, à pousser l'épreuve de force à son extrémité et à engager la guerre. Des apaisements, dans ces conditions, deviennent de temps en temps nécessaires. Cette considération donne la mesure de l'ampleur possible du tournant stalinien : malgré l'accent mis sur la mobilisation des masses, malgré les surenchères en langage « de classe » coloré de teintes « nationales », malgré l'attention portée à nouveau à la « prolétarianisation » des partis staliniens qui ont été largement dilués dans les masses petites-bourgeoises, le stalinisme s'accroche à la politique de la collaboration de classe et de sabotage de la révolution.

Entre temps, l'élément aventuriste qui coexiste dans la politique opportuniste présente du stalinisme risque d'aggraver la situation qui est faite au mouvement ouvrier, à la suite de la scission syndicale et de la politique de la « Troisième Force » des partis socialistes.

La bureaucratie réformatrice et la bureaucratie stalinienne, chacune à sa manière, tournent le dos au Front unique ouvrier nécessaire pour faire face à l'offensive capitaliste.

Il est significatif de l'irresponsabilité stalinienne que, devant la scission syndicale en France provoquée par les réformistes, la direction stalinienne de la C. G. T. se soit contentée d'enregistrer le fait, et ne se soit nullement montrée disposée à couper l'herbe sous les pieds des Jouhaux, en se déclarant prête à garantir à l'intérieur de la C. G. T. la démocratie prolétarienne, à convoquer un congrès extraordinaire, etc. On avait l'impression très nette, comme au temps de la « troisième période », qu'on souhaitait la séparation avec les « social-américains » et les masses qui les suivaient, pour avoir les mains plus libres pour s'adonner à fond à l'application des directives du Kominform.

Il faut tout tenter pour enrayer le développement des forces centrifuges qui travaillent à amplifier et à approfondir la scission, mais sans perdre de vue que le climat propice au rétablissement de l'unité syndicale ne se créera en réalité qu'à l'approche et à l'éclatement de nouvelles luttes ouvrières qui feront sentir sur les bureaucraties la pression des masses.

Mais plus impérieuse que l'unité syndicale est l'unité du prolétariat dans l'action. Cette unité peut s'établir à chaque instant, même en présence d'une division syndicale, par l'application énergique de la tactique du Front unique, sur la base des revendications économiques et politiques élémentaires communes à tous les travailleurs, et par l'emploi de toute forme d'organisation à la base dans les usines du plus grand nombre possible d'ouvriers (comités).

La tâche de l'avant-garde révolutionnaire, et en tout premier lieu des partis de la IV<sup>e</sup> Internationale, est de préparer avant tout les nouvelles luttes du prolétariat en faisant largement appel à la tactique du Front unique, et de regrouper ainsi dans l'ACTION les forces du prolétariat.

## LA REFORME MONETAIRE EN U.R.S.S.

QUATRIEME INTERNATIONALE a insisté systématiquement sur le fait que la crise économique d'après-guerre en Union Soviétique avait essentiellement un double caractère : crise d'inflation d'une part, crise du rendement d'autre part. Les événements de ces dernières semaines ont confirmé cette analyse et ont, en même temps, indiqué à quelles mesures radicales la bureaucratie stalinienne doit recourir pour en réduire, dans la mesure du possible, les effets paralysateurs sur le développement économique du pays.

L'inflation soviétique dont le caractère extrêmement grave est maintenant reconnu — avec retard — aussi bien par les économistes bourgeois que par les porte-parole officiels du Kremlin, rendait la planification pratiquement impossible. L'argent avait perdu son rôle essentiel dans la société de transition, qui était celui de contrôleur, de vérificateur du développement économique et avait au contraire de plus en plus soumis le travail des planificateurs à la logique de sa propre circulation interne. Le chaos le plus complet régnait dans le cadre du calcul préalable des prix de revient dans l'industrie. Le commerce ne se trou-

vait pas moins désorganisé et devait pratiquement tolérer l'existence de trois marchés — avec trois systèmes de prix — parallèles : les prix dits rationnés ; les prix des magasins dits « commerciaux » et le prix du marché dit « libre ». Ce système était encore compliqué davantage par l'existence de prix préférentiels pour les officiers de l'armée, par des prix de faveur accordés aux repas dans les cantines, par le développement du troc, etc.

La bureaucratie attaqua ce problème en partant d'une considération économique « classique » : que le but de la lutte contre l'inflation devait être l'unification des prix. Mais l'existence des différents secteurs n'était que l'expression d'un phénomène économique plus fondamental : le déséquilibre entre la masse du pouvoir d'achat à la campagne et la masse des moyens de consommation industriels disponibles d'un côté ; l'insuffisance de l'approvisionnement « rationné » en produits agricoles pour la population d'autre part. Le premier phénomène produit une hausse des prix telle pour les produits de consommation qu'un équilibre s'établit entre l'offre et la demande, en excluant la masse des ouvriers et des kolkhosiens pauvres de toute capacité d'achat de ces produits. Le second phénomène cependant, à la source du développement du marché libre dit « paysan », avait pour tendance à augmenter constamment les disponibilités monétaires des paysans cossus, donc à exercer une pression inflationniste sur les prix des produits de consommation.

L'unification des prix, réalisée maintenant, du moins en théorie, a été achevée en deux étapes. La première, exécutée vers la fin de l'année 1946, consista en une augmentation de 200 à 300 % des prix « rationnés » et une diminution de 25 à 50 % des prix « commerciaux ». La seconde vient d'avoir lieu maintenant. Elle signifie le maintien des prix rationnés à leur niveau fixé en novembre 1946 (à l'exception d'une petite réduction de 12 % pour le pain, la farine et la bière, et une augmentation de 10 à 30 % environ pour les œufs, le beurre, le thé, les fruits, les légumes, etc.), et leur extension au marché libre, le rationnement étant aboli. Du point de vue des produits alimentaires, il semble que l'approvisionnement est maintenant suffisant, grâce à la récolte exceptionnelle de 1947, pour que la seule limite de consommation soit celle du pouvoir d'achat de la masse des salariés. Celui-ci reste grosso modo inchangé, la réforme monétaire ne touchant pas les salaires et traitements. (Il faut cependant ajouter que la plupart des familles soviétiques devaient épargner péniblement de l'argent pour pouvoir s'acheter de temps en temps un vêtement, un objet de ménage, etc., et que ces petites économies ont été pratiquement éliminées).

Mais il en va autrement de l'approvisionnement en moyens de consommation industriels. L'industrie légère soviétique n'est non seulement pas capable de satisfaire les besoins réels de la paysannerie, elle est même incapable, et de loin, de satisfaire ses besoins effectifs. L'abolition du rationnement de ces produits aurait entraîné une hausse vertigineuse des prix si elle n'avait pas été accompagnée en même temps d'une élimination radicale de ce qu'on appelle, par un triste euphémisme « le pouvoir d'achat excédentaire » (par rapport à l'approvisionnement possible). C'est cela la signification essentielle de la réforme monétaire.

La conséquence première des mesures économiques récentes est donc un changement des rapports entre la ville et la campagne. La masse des moyens de paiement accumulés essentiellement par les paysans cossus, les « kolkhosiens millionnaires », a été diminuée radicalement. Mais elle n'a pas été éliminée. La diminution des prix des moyens de consommation industriels signifie en même temps une revalorisation des fortunes accumulées pendant la guerre, fortunes qui deviennent maintenant des fortunes réelles. La réduction du pouvoir d'achat des « millionnaires » n'est donc pas de 90 %, mais tout au plus de 60 ou de 50 %, compte tenu de la diminution des prix. En même temps — alors que la situation de la masse ouvrière ne s'améliore qu'à très très minime, dans la mesure où l'approvisionnement en vivres est facilité, car cette masse ne dispose d'aucun « pouvoir d'achat excédentaire » — ce sont les bureaucrates et les couches supérieures des « stakhanovistes », dont les traitements très élevés, restés inchangés, récupèrent maintenant un pouvoir d'achat deux ou trois fois supplémentaire à celui qu'ils avaient auparavant, qui sont les véritables gagnants de l'opération. Combattre les tendances dissolvantes de l'économie planifiée avec ses propres mesures terroristes et aventurières ; affaiblir la tendance à l'accumulation primitive de la part de la paysannerie cossue ; renforcer les privilèges de la bureaucratie et de ce fait l'inégalité sociale, voilà la signification essentielle de ces mesures, qui confirment ainsi point par point les aspects essentiels de notre analyse de la nature de l'U. R. S. S.